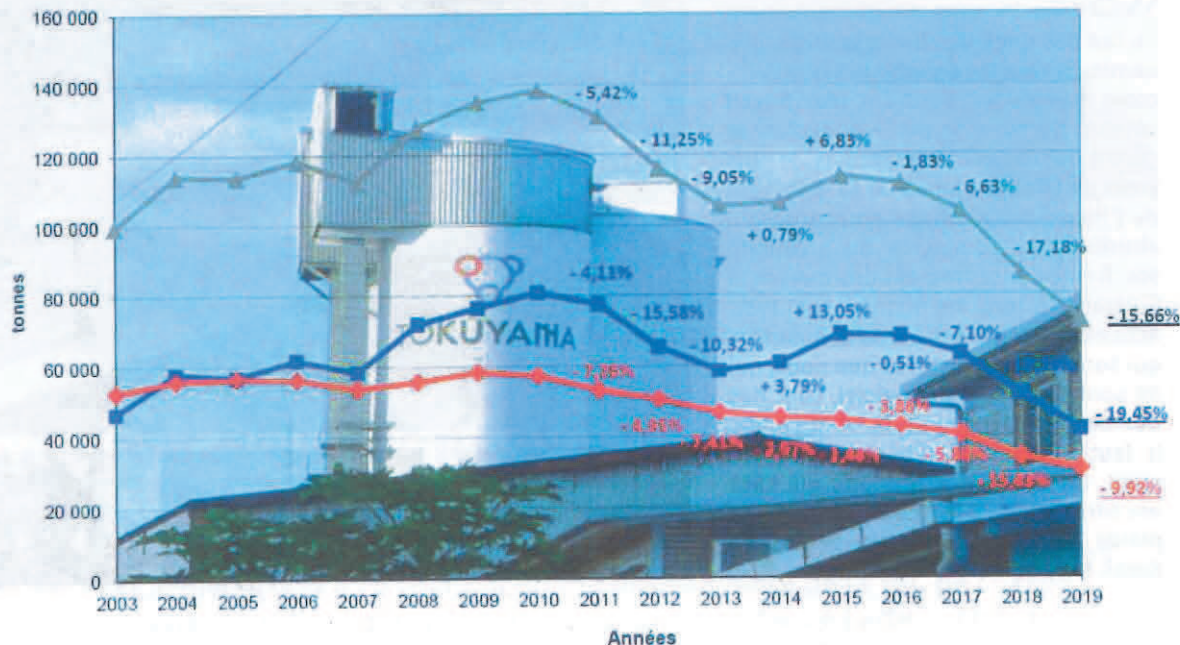


## Le BTP dans le mur

Après quelques semaines à analyser les chiffres, la Fédération Calédonienne du BTP arrive à 6 milliards de projet pour 2019, loin des 61,7 milliards de commande publique annoncé par le gouvernement. De quoi l'inciter à prévenir la population sur une situation pour le moins critique.

Évolution des ventes ciment «marché de fond» Calédonien Indicateur en % / N-1.



« Il faut arrêter de mentir aux gens », a déclaré le président de la Fédération Calédonienne du BTP (FCBTP) lundi 15 avril face à la presse. Les acteurs du BTP « satisfaits d'avoir pu obtenir une parfaite lisibilité et rassurés du volume prévisible d'activité pour 2019 », comme le déclarait le gouvernement dans un communiqué le 14 mars 2019 ? José Aparisi dit « non ».

### Les pires chiffres depuis 20 ans

Pendant 3 semaines, avec tous les intervenants de la place, la FCBTP a réalisé « une analyse fine et précise » des 62 milliards avancés par le gouvernement, « triés par date de mises en appel d'offres et date de mises en chantier en isolant ceux de 2020 ». Et « la vérité, c'est que nous en sommes à 6 milliards », a rectifié José Aparisi. Rien de rassurant donc alors que la FCBTP annonce un besoin annuel minimum de 80 milliards de francs de projets. Le président de la FCBTP annonce « nous avons perdu 2500 salariés dans le BTP en 5 ans. A notre dernière enquête [auprès des adhérents, ndlr], nous allons en perdre 1300 de plus d'ici fin juin ». Ces pertes d'emploi supplémentaires représenteraient une perte de

compétences, s'inquiète José Aparisi, « nous avons licencié tous nos CDD et il ne nous reste que nos CDI, notre noyau, notre savoir-faire [...] il nous faudra des années pour reformer ces gens là ». Et d'ajouter que « alors qu'il a toujours été en hausse [...], le nombre d'employeurs est aujourd'hui catastrophique, nous étions 920 en septembre 2018, on est passé à 900 en décembre et aujourd'hui on n'est plus que 885 ». Pour la FCBTP, « les patentés, qui quittaient nos emplois pour se mettre à leur compte, sont également en baisse ». Alors que, traditionnellement, le mois de mars marque la reprise de l'activité après les vacances, la cimenterie affiche -17% de ventes, « le plus mauvais chiffre depuis 20 ans ».

### De la volonté et de la confiance

Pour s'en sortir, « arrêtons de parler de projets, parlons de chantiers », assène le président de la FCBTP. Pour les professionnels du secteur, il faut « accélérer tous les projets dans les cartons qui ont besoin d'un coup de pouce, de quelqu'un qui fasse avancer les dossiers ». Par exemple les projets de construction de logements sociaux, « le SIC, le FSH et la SEM Agglo, pour certains

ils ont de la trésorerie, des projets mais ils n'arrivent pas à avoir du foncier ou, lorsqu'ils ont du foncier, ils n'arrivent pas à avoir les autorisations de permis de construire ».

Mais les acteurs du BTP estiment que le secteur a besoin d'un « message politique pour redonner confiance » et encourager le privé à investir de nouveau, prenant l'exemple de Nouville où « aucun projet n'est sorti faute de clients ». Les promoteurs se retrouvent par ailleurs confrontés à des banques qui demandent désormais « 60 à 70% de commercialisation ferme » ou qui revoient les taux de crédit à la hausse, comme pour le Carré Rolland. D'ailleurs, parmi les projets affichés sur un programme de campagne, figure les investissements du projet Lucy de l'usine de Vale qui suscite aussi l'inquiétude car l'appel d'offre est international. Or les entreprises anglo-saxonnes ont une façon particulière de répondre, en valorisant les failles juridiques des appels d'offre. « Ils ont les avocats qui pointent les failles juridiques grâce auxquelles ils pourront faire baisser le prix de leur réponse ». Une pratique qui a déjà coûté plus cher, frais de recours inclus, à un commanditaire calédonien qui avait confié son chantier à une entreprise irlandaise.